

L'hon. M. Asselin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

J'aimerais que le ministre nous dise s'il trouve logique qu'une subvention de 68 millions de dollars ne puisse créer que 1,400 emplois?

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député invite l'honorable ministre à exprimer une opinion. Je ne crois pas que la question, ainsi posée, soit recevable.

* * *

LES FINANCES

L'AJOURNEMENT DES ALLOCATIONS D'AMORTISSEMENT QUANT AUX BÂTIMENTS COMMERCIAUX

[Traduction]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Compte tenu de l'aggravation de la crise du chômage, le gouvernement va-t-il envisager de lever l'ajournement des allocations d'amortissement à la construction de bâtiments commerciaux dans l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique pour qu'on puisse faire démarrer de grands...

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur...

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, le ministre veut-il bien attendre que je pose ma question?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Paproski: Compte tenu du chômage, le gouvernement envisagerait-il de lever l'ajournement des allocations d'amortissement à la construction de bâtiments commerciaux dans l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, afin qu'on puisse faire démarrer certains grands travaux et créer ainsi des emplois, au lieu de se payer des mots?

L'hon. M. Benson: Si le député voulait seulement consulter la loi, il verrait qu'elle est déjà arrivée à expiration.

* * *

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LE BARRAGE BENNETT AU DELTA PAIX-ATHABASCA—L'AIDE AUX PLAIGNANTS

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Elle a trait aux dommages causés au delta des rivières la Paix et Athabasca par le barrage Bennett. Le ministre songe-t-il à aider, par l'entremise de son ministère, les localités de la région ainsi que l'Association des Métis de l'Alberta, qui projette d'intenter des poursuites judiciaires contre le gouvernement de la Colombie-Britannique pour ces dommages?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Je ne vois pas comment je pourrais le faire, monsieur l'Orateur, dans le cadre des fonctions statutaires dont me charge le Parlement.

M. Yewchuk: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne nous reste que quelques minutes. La présidence donne la parole au député d'Athabasca pour une question supplémentaire mais en lui demandant de faire vite pour laisser quelques autres députés poser leur question.

M. Yewchuk: Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. En l'absence du ministre des Pêches et des Forêts, peut-il dire si l'une des études menées par les gouvernements fédéral et provinciaux portera sur les aspects illégaux et les répercussions du problème du delta des rivières la Paix et Athabasca qui résulte de la construction du barrage?

L'hon. Mitchel Sharp (premier ministre suppléant): Je tiens la question comme préavis, monsieur l'Orateur.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUES RÉGIONALE

LE PAS—LA MISE EN TUTELLE DE FOREST PRODUCTS INDUSTRIES—LA QUESTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

M. Cliff Downey (Battle River): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale et porte sur le consortium Forest Products Industries, à Le Pas (Manitoba), qui a dernièrement été mis en tutelle par le gouvernement du Manitoba. Vu que les quatre sociétés en cause ont droit à des subventions totales de 15 millions de dollars, le ministre peut-il nous dire s'il a l'intention d'avancer des fonds à l'une ou l'autre de ces sociétés si ces dernières en font la demande avant le délai fixé, même si la direction a de fait changé depuis la signature du contrat original?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député est sans doute importante, mais il aurait dû la faire inscrire au *Feuilleton*. Si toutefois il y a urgence, nous pourrions l'étudier au moment de l'ajournement.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA CRÉATION DE 100,000 EMPLOIS AU QUÉBEC

L'hon. Marcel Lamberg (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Pourrait-il dire s'il s'est engagé, comme le premier ministre du Québec, à créer 100,000 nouveaux emplois d'ici un an ou convient-il, comme les membres du gouvernement de Québec qu'il s'agissait simplement d'un objectif?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute fort que cette question soit réglementaire.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE PIPE-LINES DANS LE NORD CANADIEN

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Peut-il dire